

Ailleurs dans le monde

Autor(en): **Khan-Akbar, Maryam**

Objektyp: **Article**

Zeitschrift: **Femmes suisses et le Mouvement féministe : organe officiel des informations de l'Alliance de Sociétés Féminines Suisses**

Band (Jahr): **82 (1994)**

Heft 4

PDF erstellt am: **07.05.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-286812>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.



Ce siècle aura vu sous toutes ses latitudes (et parfois dans les pays où l'on s'y attend le moins comme la Turquie et le Pakistan) un certain nombre de femmes accéder à des fonctions de prestige. Kim Campbell au Canada, Tansu Ciller en Turquie, Hanna Suchocka (jusqu'en septembre 93) en Pologne, Vigdis Finnbogadóttir en Islande, Gro Harlem Brundtland en Norvège, Mary Robinson en Irlande, Maria Liberia Peters aux Antilles néerlandaises, Mary Eugenia Charles en Dominique, Violeta Chamorro au Nicaragua, Khaleda Zia au Bangladesh et Benazir Bhutto au Pakistan, sont aujourd'hui cheffes de gouvernement ou d'Etat. Cela ne fait que onze femmes pour quelque cent cinquante pays dotés d'un système parlementaire.

La politique reste toujours une affaire d'hommes. Une enquête de l'Union interparlementaire confirme que «presque partout les femmes restent largement exclues du pouvoir politique». Sauf dans les pays nordiques, où elles dépassent 30% au Parlement. La Norvège est en tête dans le domaine de la féminisation du politique. Gro Harlem Brundtland, qui gouverne ce pays depuis 1986, a nommé neuf femmes dans un gouvernement qui compte vingt-et-un membres. On retrouve le même pourcentage au Parlement. En dessous de 7%: Grande-Bretagne, Espagne, Portugal, Grèce,

Turquie. En France, patrie d'Olympe de Gouges, les femmes députées occupent moins de 6% de sièges à la Chambre. Au-dessus de 15%: Allemagne, Benelux, Islande et Suisse. Quant aux pays de l'Est, les femmes ne sont que 8% dans les parlements contre 25% en 1988. Le retour à l'économie de marché n'a pas amélioré leur situation. Mais d'une manière générale, le régime communiste n'avait pas fait la part belle aux femmes.

Ailleurs dans le monde

En Suisse, la lutte pour faire progresser l'égalité des deux sexes dans le domaine académique et politique n'a pas toujours été facile. Les pionnières Marie Goegg Pouchoulin, Camille Vidart, Pauline Chaponnière et Emilie Gourd ont ouvert la voie. Elles ont lutté pour faire progresser l'égalité politique des deux sexes dans ce pays démocratique. Le 7 février 1971, l'égalité politique au niveau fédéral fut accordée aux femmes suisses. Mais le combat est loin d'être terminé. Pour la Genevoise Christiane Brunner, cela ne signifie

pas qu'il soit perdu d'avance. Elle met en évidence la nécessité d'une représentation féminine au gouvernement. Son audace heurtera la sensibilité de la majorité de la classe politique suisse. Mais Ruth Dreifuss est là, propulsée en moins d'une semaine à la magistrature suprême. Ruth Dreifuss devient la deuxième conseillère fédérale, après Elizabeth Kopp qui a dû démissionner en 1988 suite au scandale qui a ruiné sa carrière politique.

Quelles que soient les difficultés, aujourd'hui les femmes sont parvenues à occuper une place dans la société politique. Personne ne songe d'ailleurs à la leur contester. Leur participation à la vie politique est même considérée comme une condition nécessaire de la démocratie. Et leur exclusion dans le passé comme un oubli ou encore un retard de la conscience. Reste à savoir si leur engagement doit se limiter à un simple acquiescement aux possibilités qui leur sont laissées? Ou doivent-elles encore dénoncer les insuffisances, les exclusions? Démasquer le jeu subtil entre l'invite à la participation dans les affaires politiques lorsqu'elles se plient aux règles, et le rejet lorsqu'elles décident de définir ou encore de changer ces mêmes règles? Il faut donc suivre le combat sur un autre front. Pourquoi? Pour éviter à l'histoire un autre retard de la conscience.

Maryam Khan-Akbar

